La catastrophe les yeux grands ouverts : quelques remarques sur l'impuissance actuelle de la connaissance

Bertrand Méheust

Jadis, les écologistes et les décroissants étaient renvoyés du côté des utopistes et des rêveurs. Les hommes politiques, les décideurs et la majorité des intellectuels les observaient avec condescendance, installés qu'ils étaient dans la raison et dans la réalité. Aujourd'hui, l'irrationnel a changé de camp. Par un significatif retournement, ce sont les thuriféraires du progrès (au sens presque injurieux que ce terme revêt désormais dans la bouche d'un Claude Allègre) qui sont obligés de faire appel à des deus ex machina techniques ou à d'improbables mutations collectives pour soutenir leur croyance, tandis que les écologistes, de leur côté, peuvent aligner des chiffres implacables et prédire le plus probable, c'est-à-dire la catastrophe, sans avoir besoin de recourir à des inconnues. Mais les raisons que l'on oppose au système semblent impuissantes à dévier son cours, la machine s'est emballée et c'est même la déraison qui semble constituer son ressort essentiel.

Le trait dominant de notre époque, c'est l'impuissance de la connaissance, son apparente inutilité. Jamais l'humanité ne s'est dirigée vers une catastrophe d'une telle ampleur, et jamais elle n'a disposé de tant d'informations sur ce qui se trame. Dans le passé, les hommes ont toujours creusé leur tombe sans le savoir. Dans le domaine écologique, l'échelle des phénomènes ne leur permettait pas de se faire la moindre représentation de la portée de leurs actes à long terme ; c'est ainsi que les pasteurs nomades ont désertifié le Sahara. Avant les grandes ruptures historiques, où l'échelle semble à notre portée, la Révolution française, la Révolution industrielle, la Révolution russe, la montée du nazisme, les deux guerres mondiales, personne ne pouvait se douter de ce qui allait se passer, l'évènement a dépassé les prévisions les plus pessimistes. Aujourd'hui nous croulons d'informations sur la destruction de la biosphère, les catastrophes politiques du 20° siècle et la crise financière et économique qui risque de faire exploser le capitalisme. Et, *pour l'instant*, cette connaissance ne semble pas servir à grand-chose. Dans une certaine mesure, elle contribue même à nous paralyser. Comme dans un cauchemar, nous avons les yeux grands ouverts, et nous voyons arriver la catastrophe sans pouvoir réagir. Mais nous n'avons plus l'excuse de l'ignorance.

Cette paralysie collective, cette impuissance de la connaissance à modifier le cours pris par la société ont de multiples causes. J'examine ici les plus évidentes, quitte à enfoncer des portes ouvertes ou qu'entr'ouvertes.

1) Les oligarchies qui décident pour nous interprètent les données de la science à travers le prisme de leurs intérêts. Voir Monsanto et ses experts. Ce constat est à la fois évident et imparable.

2) L'effort qu'il faudrait déployer pour dévier le système de sa route est colossal, et cette prise de conscience peut être démobilisatrice. S'il est vrai que nous entrons dans la « sixième extinction » comme la chute brutale de la biodiversité conduit à le penser ; s'il est probable, comme je le crains, qu'une société, une fois ses choix fondamentaux installés dans la durée, cherche toujours à persévérer dans son être, *même si c'est un être pour la mort* ; s'il est exact que la nôtre glisse inexorablement vers la saturation de la biosphère ; si tous ces diagnostics sont fondés -- et il est à craindre qu'ils le soient- alors les projections concernant notre avenir probable peuvent conduire au découragement plus qu'à la révolte. Pour ce qui nous concerne,

la connaissance (relativement récente) de la longue durée est à double tranchant. Elle permet certes de dégager les cycles dans lesquels s'insère la vie humaine, et de mettre en évidence les moments d'effervescence, brefs mais créateurs (comme la Révolution française ou la Révolution industrielle) où l'invention et l'action peuvent se déployer. Mais elle montre aussi, qu'une fois certains grands choix opérés, les processus déclenchés par l'agir humain tendent à échapper à ses prises. C'est déjà évident pour le court terme, pour les évènements politiques et militaires[1]. Et cela l'est encore davantage pour la longue durée, car l'irréversibilité des processus tend à s'accroître dans le monde moderne, au point de rendre obsolètes de vénérables schémas de pensée[2]. Ainsi, nous ne parviendrons sans doute pas à enrayer la chute de la biodiversité, à sauver les espèces animales menacées. C'est là un constat particulièrement déprimant. Pour ce qui me concerne – pourquoi ne pas risquer cet aveu qui fera sans doute écho chez beaucoup ? – un monde sans espaces vierges, sans animaux sauvages, sans poissons dans les rivières, ne m'intéresse pas beaucoup, et toute la quincaillerie que l'on nous propose en compensation ne fait qu'accentuer mon dégoût. Il faut donc résister à la tentation de proclamer, comme Léo Ferré : « Il n'y a plus rien, et ce rien, je vous le laisse, mettez vous en jusque là. » Il faut *surmonter ce dégoût* pour continuer de penser et d'agir.

3) Les dangers qui pèsent sur la biosphère sont encore trop décalés de notre expérience quotidienne pour inciter à l'action immédiate et aux sacrifices qu'elle implique. Pour l'instant, le risque de saturation est encore en partie virtuel, et nous n'allons pas renoncer à notre mode de vie pour des courbes et des projections, cela attendra bien demain. Les dégâts causés dans l'opinion publique par la manipulation avérée d'Allègre – laquelle a consisté à s'en prendre aux prédictions théoriques, concernant le climat, les plus faciles à contester car reposant actuellement, pour l'essentiel, sur des projections mathématiques, pour mieux mettre en doute tout le reste – ces dégâts montrent la fragilité des convictions écologiques, et leur réversibilité. Car enfin, à première vue, la nature est toujours aussi belle, le ciel aussi bleu, les supermarchés regorgent toujours de produits, que même les plus défavorisés peuvent encore acheter, les embouteillages n'ont rien perdu de leur intensité, les aéroports sont pris d'assaut en moment des vacances. Demain sera encore à peu près comme aujourd'hui. Et nous voudrions jouer les martyrs ! Allons, tout cela n'est pas sérieux. Les thuriféraires du progrès fou, les partisans d'Allègre et de ses outrances, ont la partie belle avec cet argument. Comment peut-on se mobilier contre une menace encore partiellement virtuelle et diffuse, dont les effets apparents ne sont pas encore trop visibles, qui n'existe encore pour une part que dans des projections de tendances, quand par ailleurs l'idéologie dominante ne produit plus de valeurs « enveloppantes » au nom desquelles nous pourrions anticiper ce risque , et s'acharne même, par médias interposés, contre les derniers foyers de culture [3] ? Comment réagir contre un asservissement progressif qui assure méthodiquement ses prises en se parant des valeurs de la tolérance et de la démocratie ?

4) L'expérience historique tend à nous détourner des actions de rupture. Nous savons désormais que lorsqu'on dérègle une société par une action violente ou simplement brusquée, le pire se produit plus régulièrement qu'à son tour. Les tragédies du XX° siècle, on le répète souvent, nous ont guéris des espoirs révolutionnaires et des illusions de la rupture. Ce genre de constat incline peu à l'action, d'autant qu'il peut être tiré dans des directions radicalement opposées, ce qui ajoute encore à la confusion. Le plus souvent, il est invoqué par les hommes politiques et les intellectuels médiatiques pour justifier le système en place, ou du moins pour soutenir l'argument que la seule voie désormais praticable est celle suivie actuellement par le capitalisme et le productivisme. Mais on peut aussi l'examiner, comme c'est mon cas, tout en

s'inscrivant dans le projet de la décroissance, afin de recenser aussi froidement que possible les obstacles que ce projet rencontrera. Quoi qu'il en soit, qu'on la fasse jouer pour disculper le système, pour l'accepter faute de mieux ou au contraire pour l'accabler, l'expérience historique, dans tous les cas de figure, tend à rendre problématique l'idée d'une rupture rapide avec le capitalisme.

Pourtant – et c'est là une des autres sources du désarroi contemporain- si l'histoire et la sociologie tendent à nous dissuader de tenter une rupture, les sciences de la nature, de leur côté, nous font savoir, à mots couverts qu'il n'y a pas d'autre choix. Pour la plupart des climatologues, des biologistes, des océanographes, des botanistes, des éthologistes, pour les spécialistes de la biodiversité, la biosphère est menacée et il ne reste que quelques décennies pour inverser la tendance. Traduit en clair, le message revient à dire qu'il faudrait opérer en quelques décennies une décélération et un changement de trajectoire radical. Or, inverser la tendance planétaire, en si peu de temps, cela ne revient-il pas à prôner une rupture en comparaison de laquelle les révolutions du passé apparaîtront comme de timides ébauches ? Le diagnostic des sciences de la nature aboutit donc à prôner, au moins de façon implicite, un type d'action collective que l'expérience historique juge impossible ou hautement risquée » dans un délai aussi bref. A première vue, ces données sont contradictoires, et pourtant elles convergent pour pointer l'impasse dans laquelle nous sommes engagées, l' « impasse Adam Smith », selon la belle formule de Michéa. Il est vrai, à la fois, et que les sociétés digèrent mal les changements brusques d'orientation, et que la saturation de la biosphère va suivre sa course inexorable si nous n'opérons une modification rapide et profonde de l'agir humain. C'est tragique, mais c'est ainsi. Comme je l'ai pointé, c'est pour masquer cette situation que les spécialistes de la communication multiplient désormais les oxymores[5]. Ils font miroiter d'impossibles conciliations entre le capitalisme productiviste et la préservation de la biosphère, ou, à plus court terme, entre le capitalisme et la préservation des acquis sociaux, quand il faudrait au contraire dégager des lignes d'action claire, dominées par le principe heuristique du pessimisme méthodique, sur lequel je reviendrai plus loin.

5) Le type d'être humain façonné par la société occidentale contemporaine rend problématique tout engagement supposant une projection dans la durée. On assiste en effet à l'apparition d'un homme nouveau, emprisonné dans la perspective de l'ego, indifférent aux enjeux collectifs, incapable de se projeter dans le temps, vivant sous la stimulation et la perfusion constante d'un océan de désirs et de pensées parasitaires. C'est sur les épaules de cet homme-là que repose la tâche la plus lourde que l'humanité ait jamais eu à mener. Et cet homme-là, c'est vous, c'est moi, c'est « nous »[6]. On ne peut pas réfléchir à ce qu'il faudrait faire sans tenir compte de ce paramètre essentiel : comme l'écrivent Paul Ariès et Serge Latouche à la suite de Castoriadis, il faut commencer par « décoloniser l'imaginaire ». Ou plutôt, il *faudrait*. Car comment faire ? La seule solution qui semble pour le moment praticable est individuelle, c'est celle du sage stoïcien enfermé dans sa tour d'ivoire et se consacrant, de l'aube au crépuscule, à « filtrer » les immondices de la société contemporaine. Une telle posture, convenons-en, a sa grandeur, mais elle n'est guère propice à l'action collective, laquelle est pourtant seule porteuse de la vraie solution.

6) L'impuissance de la connaissance à déboucher sur une action collective à la hauteur des enjeux provient aussi, paradoxalement, de sa puissance même, qui conduit nos élites à croire que tous les problèmes environnementaux engendrés par la technique trouveront nécessairement leur solution dans une technique et une connaissance supérieure.

Voici un exemple parmi d'autres. Le 12 mai de cette année, plusieurs intellectuels sont invités sur le plateau de télévision de Frédéric Taddei à discuter de la crise écologique. Si mes souvenirs sont exacts, il y a, parmi les invités, Luc Ferry, Jacques Attali er Pierre Boutang. Attali et Ferry jouent leur partition habituelle, ils soutiennent que seuls la croissance et le progrès technique pourront sauver l'humanité de la misère et résoudre les problèmes écologiques. Comme on s'interroge sur la disparition des abeilles, le philosophe Boutang tance à son tour le catastrophisme excessif des décroissants et tient le raisonnement suivant : certes, cette tendance est très inquiétante, mais c'est la société qui détruit les abeilles, qui a pris conscience de la menace que leur disparition fait planer sur l'écosystème. Et donc, c'est elle qui pourra y remédier. Boutang tient là le raisonnement classique des élites. Et donc, il prend le problème à l'envers en flattant le système dans le sens du poil. Il sous-estime la gravité du mal et surestime la portée de la prise de conscience. La destruction des abeilles est bien antérieure à la prise de conscience qui vient sur le tard, et sans doute trop tard. *Elle a une immense avance sur la conscience.* Certes, nous avons les moyens, grâce au réseau de diffusion du savoir, à l'augmentation du nombre des gens instruits, aux sciences, de prendre conscience de la destruction des abeilles et de réfléchir à une solution. Mais il y a une dissymétrie sans doute irrémédiable entre une prise de conscience qui vient sur le tard, qui reste encore fragile et incomplète, et un processus profondément installé, qui affecte déjà la terre entière et que l'on ne peut infléchir sans remettre en cause la direction même de notre société. Hélas, l'affaire est peut-être déjà « pliée » pour les abeilles, avec tout ce que cela implique. La chouette de Minerve ne s'envole qu'au crépuscule, c'est-à-dire quand le mal est trop avancé pour être guéri. A mon sens, il faut inverser le raisonnement de Boutang. *Notre société est, structurellement, celle qui détruit les abeilles.* C'est là le fait central. Que nous puissions par ailleurs en prendre conscience et tenter d'y remédier est sans doute hélas un fait tardif, un épiphénomène. Bien entendu, come il n'y a pas d'autres solutions, il faut agir comme si l'on pouvait encore inverser la tendance, mais sur fond de pessimisme méthodique, et pas dans l'illusion de la toute-puissance de la technique et du savoir. Cette différence d'attitude me paraît essentielle. Comme le montre tous les jours l'actualité, l'oligarchie qui nous gouverne ne connaît que les rapports de force. Entonner l'hymne de Ferry à la gloire de la technique, c'est déjà rendre les armes. Compte tenu de la disproportion des forces, l'oligarchie doit par principe être suspectée, et son discours tenu pour mensonger *tant qu'elle n'a pas donné massivement la preuve du contraire*. Toute autre position sera interprétée par les maîtres du monde comme un blanc-seing ou une reddition. Ainsi, il faut maintenir le système agro-industriel sous une pression et une surveillance constantes et tenir a priori qu'il ne voudra ni ne pourra prendre à temps les mesures nécessaires pour sauver les abeilles, jusqu'à ce qu'éventuellement il ait administré la preuve du contraire.

7) Toutes ces raisons de différer l'action confluent dans ce que j'ai *appelé la pression de confort.* J'entends par là, au-delà de l'acception évidente et minimale de ce terme, l'ensemble des processus, des représentations et des besoins artificiels avec lesquels nous vivons en symbiose, qui sont nos « appartenances », au sens que Lévy-Bruhl donnait à ce terme dans ses études sur la mentalité primitive : le réseau de l'électricité, Internet, le flux tendu, le temps comprimé, les images du moi, etc. Nous sommes maintenant intégrés dans ce réseau et nous ne pouvons plus vivre sans lui. Par exemple, le TGV, en raccourcissant le temps de transport, engendre une nouvelle façon de vivre et de gérer les activités et les rapports sociaux, sur laquelle toute la société finit par s'aligner. Encore s'agit-il d'un exemple, et un exemple est toujours simplificateur, car il est forcément extrait d'un ensemble beaucoup plus complexe : le TGV est lui-même en synergie avec tout le système des objets, les ordinateurs, les

téléphones portables, en arrière duquel se profile évidemment la silhouette des centrales nucléaires ou des champs d'éoliennes High Tech 6. Il semble illusoire de demander à des gens vivant en symbiose avec ce système de ralentir à tous les sens du terme, matériellement et psychiquement, de se déconnecter ne serait-ce que quelques jours. Dans mon enfance, on partait un mois en Bretagne pour de *vraies vacances* dans le but avoué de *se couper de tout*. Aujourd'hui, on saucissonne le temps, on achète un « produit », on part une semaine en Thaïlande et en même temps au fond de la jungle, on veut pouvoir rester relié et consulter ses mails. Le mal a progressé. Se débrancher de la mégamachine est perçu par la plupart des gens comme une mort sociale 7. De ce fait, la pression de confort limite et limitera de plus en plus nos capacités d'action politique. Elle émoussera de plus en plus notre capacité de nous mobiliser pour des causes collectives, de nous mettre ne risque et nous projeter dans la durée. Quand Louis XV disait : « après moi, le déluge », il parlait encore en son nom, mais la formule conjuguée à la première personne du pluriel est devenue aujourd'hui la maxime de l'inaction collective. Toute tentative de rupture, tout retour en arrière, tout pas de côté impliquant un ralentissement, semblent impossibles ou problématiques, s'ils ne sont pas imposés par des contraintes extérieures. L'homme contemporain ne se débranchera pas de lui-même. Il sera peut-être (momentanément) débranché par les circonstances, par la saturation du système économique.

8) Les deux objectifs qu'il faut tenir simultanément –décrocher du productivisme, et empêcher le néo-capitalisme triomphant de raboter tous les acquis sociaux – peuvent travailler l'un contre l'autre, voire même apparaître comme contradictoires. Un Comorien aurait du mal à faire la différence entre le niveau de vie de Liliane Bettencourt et celui de son majordome : les deux ont des papiers en règle, l'eau au robinet, des sanitaires, de l'argent en banque, une voiture, une carte de crédit, la télé, ils peuvent prendre l'avion, compter sur une médecine efficace, sur un système de retraite, etc., toutes choses qui sont inaccessibles aux comoriens. Vues depuis l'enfer des Comores, les revendications des travailleurs européens peuvent apparaître comme des revendications de riches. Encore une contradiction susceptible de paralyser l'action, surtout lorsqu'on sait qu'elle ne manque pas d'être exploitée par les prêcheurs de rigueur pour mieux raboter les acquis sociaux.

Toutes les connaissances et tous les raisonnements nous conduisent donc vers le constat que nous commençons une descente aux enfers et que pourtant il est difficile, pour ne pas dire impossible, de prendre les mesures qui s'imposeraient pour l'interrompre. Pour rompre avec ce processus fatal, il faudrait nous mettre en risque. Or, ce risque, nous sommes pour le moment (et sans doute pour longtemps encore) incapables de le prendre, à la fois parce que la menace est d'une nature et d'une ampleur inédites, difficiles à saisir et à conceptualiser, et parce que, pour la combattre, il faudrait modifier en profondeur notre mode de vie présent, ce qui est précisément, la pression de confort aidant, la solution la plus malaisée à mettre en œuvre. L'expérience historique nous montre que les peuples ne se révoltent que quand ils n'ont plus grand-chose à perdre, qu'ils ne se battent et n'acceptent de mourir que quand ils n'ont plus le choix. Ainsi les russes se sont dressés contre les armées d'Hitler 8, au prix de pertes colossales que l'on arrive encore difficilement à chiffrer –entre 25 et 30 millions de morts- parce qu'ils ont vite compris qu'ils avaient affaire à un adversaire déterminé à les réduire en esclavage, voire même à les exterminer. Et ils sont parvenus à endiguer et à repousser victorieusement l'invasion allemande parce qu'ils se trouvaient dans une phase historique hybride où une technologie militaire et une industrie déjà puissante cohabitaient encore avec un puissant sentiment collectif.

En d'autres termes, pour endiguer la domination planétaire du néo-capitalisme et du productivisme, *il faudrait que cette menace soit perçue comme mettant en jeu, ici et maintenant, notre existence même*. Or, il semble impossible d'établir une équivalence soutenable entre un péril immédiat engageant un diagnostic collectif vital et une menace virtuellement colossale, mais encore en partie diffuse et différée. Le bon sens se révolte contre cette assimilation qui paraît même scandaleuse, *et qui l'est, d'une certaine manière*. Il est difficile de mettre dans le même camp Monsanto et la SS, et pourtant, si le « monde selon Monsanto » s'installe, ce sera pour l'humanité un servage inédit et sans retour. Ce qui se prépare pour l'humanité est sans précédents, nous n'arrivons pas encore vraiment à le penser, à l'accepter. Nous avons toutes les connaissances, mais elles restent abstraites, la menace n'arrive pas encore à prendre corps. C'est la raison pour laquelle, selon toute vraisemblance, nous ne prendrons pas le risque d'une rupture. Nous avons encore tout à perdre pour nous lancer dans une aventure qui a toutes les chances de mal tourner. Personne n'est prêt, et ne sera prêt avant longtemps, à se sacrifier pour la planète comme les russes le firent par millions pour leur patrie. L'esprit de Munich est toujours là, modernisé. « Encore un petit moment, Monsieur le Banquier ». Quand, après la crise grecque, les dirigeants européens ont sorti de leur chapeau un millier de milliards d'euros pour sauver le système européen, les dents ont certes grincé, mais n'est ce pas finalement un lâche sentiment de soulagement qui a prévalu, même chez ceux, et ils sont légion, qui détestent le système néo-libéral ? Allons, avouons-le ! Ouf, ce n'est pas encore pour cette fois, les vacances en Thaïlande ne sont pas encore compromises pour l'été prochain… Cette propension inavouable (chez ceux qui se disent de gauche, ou qui affichent une sensibilité écologique) à maintenir les choses en l'état aussi longtemps que possible se retrouve jusque dans les analyses les moins suspectes de pactiser avec le capitalisme financier et l'idéologie néo-libérale. Les économistes d'Attac évaluent à 100 milliards d'euros les sommes qui pourraient être tirées des niches fiscales et des transactions financières pour alimenter les retraites et les dépenses publiques. Ils ont raison, évidemment de réclamer une juste répartition des efforts. Mais, si l'on va au fond des choses, n'est-ce pas avouer implicitement que la justice sociale ne peut exister sans la croissance ? *N'est-ce pas là rêver d'apprivoiser le monstre pour mieux pouvoir le saigner* ? Selon toute vraisemblance, nous opterons tant que cela demeurera possible pour une solution progressive, où demain ressemblera encore le plus possible à hier. Nous laisserons faire aussi longtemps que possible (avec divers aménagements résultant de la fluctuation des rapports de force politiques) la gouvernance que l'on dit rationnelle. Moyennant quoi le Marché continuera, en s'adaptant, d'augmenter son emprise sur notre existence.

A moins, bien sûr, que nous soyons contraints à l'action immédiate par quelque catastrophe. Comme il n'y a plus d'ennemis extérieurs (malgré l'effort dépensé pour poser le monde islamique en repoussoir de la modernité), la seule hypothèse plausible est une explosion du système. Certes, ce dernier va vers sa saturation, mais en réalité, il s'agit là d'un horizon, et un effondrement généralisé a peu de chances de se produire dans un avenir prévisible. Le plus vraisemblable, c'est que nous assisterons dans les temps qui viennent à une fuite en avant plus ou moins maîtrisée, à une succession de crise qui ne suffiront pas à jeter le système à bas, mais qui lui fourniront l'opportunité de persévérer dans son être de façon de plus en plus musclée. Il suffit de voir comment la Grèce a été mise au pas pour deviner la tendance qui se dessine. Ajoutons que, même si le capitalisme devait s'effondrer plus vite que prévu, il n'y aurait pas forcément de quoi pavoiser. Un effondrement rapide, généralisé et irrémédiable du capitalisme (analogue, à l'échelle mondiale à ce que fut l'effondrement du socialisme en URSS) laisserait à la dérive tous les systèmes de contrôles qui maintenaient dans des limites

acceptables (en Occident du moins, et sur le court terme) la pression exercée sur la biosphère ; l'eau deviendrait impropre à la consommation, le parc nucléaire deviendrait de plus en plus dangereux, la médecine s'effondrerait, bref la vie deviendrait problématique. Et les peuples émergents, c'est-à-dire la plus grande partie de l'Humanité, seraient les premiers touchés. Nous avons conscience du danger extrême qu'entraînerait pour l'Humanité un tel effondrement, et cette conscience contribue elle aussi sans doute à encourager le *statu quo*. C'est là le signe le plus certain de l'aptitude du capitalisme à créer de l'irréversible, que même ses adversaires les plus décidés ne peuvent plus sans frémir souhaiter son effondrement.

On comprend donc comment la connaissance et l'inaction peuvent aller de pair aujourd'hui : c'est la même société qui produit en masse le savoir et les biens matériels. Les effets du savoir peuvent ainsi difficilement déboucher sur l'action, car ils sont contrebalancés par la pression de confort.
Or l'Histoire montre encore que l'accroissement de la pression de confort va de pair avec un renoncement progressif au conflit. Je prends ici le terme sous toutes ses acceptions : le conflit interpersonnel, politique, épistémologique, mais aussi le conflit armé, sous toutes ses formes et intensités. A première vue, le renoncement au conflit est une bonne tendance, l'instauration de l'état de droit est une bonne chose. Mais il présente aussi une face sombre, qu'avait bien vue Tocqueville : c'est qu'il désarme et condamne moralement toute opposition et ouvre la voie à l'emprise irréversible du productivisme et du néo-capitalisme. *Le renoncement au conflit épistémologique ouvre la voie à une pensée conforme qui peut régner et exclure des pans entiers de l'expérience*. Le renoncement aux conflits sociaux nous livre à la violence du Marché. Aujourd'hui, le discours de l'idéologie dominante affirme le caractère obsolète de la lutte des classes pour délégitimer et désarmer toute opposition. Le monde contemporain est présenté comme un monde apaisé, où les anciens conflits sociaux ne sont plus de saison, où le loup cohabitera avec l'agneau, où l'argent des riches ruissellera de façon bénéfique sur les pauvres. Mais une violence d'une nature inédite se cache sous cette surface apaisée [10].
Désormais, nous ne sommes plus placés devant une invasion brutale, dont celle de la Russie en juin 1941 reste la forme paradigmatique. Nous sommes confrontés à une « invasion lente », insidieuse et inexorable, conduite par un système qui joue sur les grandes « pentes » humaines (la « pente du sucre », par exemple), qui les entretient, les simplifie, mais aussi en invente de nouvelles, bref, qui décrit et construite à mesure de son développement le type humain dont il a besoin. Nous sommes envahis par un système qui rationalise implacablement son agir, sans le moindre détail, mais qui, concernant ses grandes orientations, semble par ailleurs avoir totalement perdu la boussole, s'il en a jamais possédé une. Et nous ne savons pas nous battre contre ce nouveau monstre, contre cette « apocalypse molle » en gestation. L'expérience des guerres, des révolutions et des luttes politiques du passé nous laisse en panne d'idées. Les anciennes formes de résistance semblent plus ou moins dépassées, sinon caduques, comme le montre le fait que nous les célébrons désormais avec une nostalgie appuyée. Et un ensemble de questions cruciales restent sans réponses. A partir de quel seuil peut-on se dire agressé ? A partir de quel seuil peut-on se déclarer en état de légitime défense ? Quelle contre-violence convient-il légitimement d'exercer contre la prédation financière, contre l'emprise publicitaire, contre la destruction de la biosphère, contre la dépossession lente de notre humanité ? Et contre qui, et sous quelles formes cette contre-violence doit elle s'exercer ? Tout cela est à repenser. Il nous faut *réinventer la guerre*.

---

1. Le 30 août 1939, quelques hures avant l'attaque de la Pologne, Hiltler avait encore la possibilité de prendre conscience du cataclysme qu'il était sur le point de déclencher et de donner l'ordre à son armée de revenir sur ses bases ; mais une fois la machine

lancée- et au bout de quelques heures tout retour en arrière était sans doute déjà impossible – l'incendie s'est embrasé et s'est étendu sur une partie de la planète.

2. Pour prendre ce seul exemple, peut-on encore voir avec Hegel dans la guerre un moment nécessaire du négatif, quand l'arme nucléaire nous place dans la possibilité d'une destruction totale et quasi instantanée de l'Humanité ?

3. il faudrait réfléchir sous cet angle au véritable boulevard que les grands médias ont ouvert aux thèses outrancières de Michel Onfray contre le christianisme et la psychanalyse. Onfray, le théoricien de l'hédonisme, l'homme du système déguisé en rebelle, le héros spécialisé dans le tir sur les ambulances...

4. La politique de l'oxymore, La découverte, 2009 Leur prolifération actuelle atteint parfois un niveau comique. C'est ainsi que Christine Lagarde vient d'inventer un nouveau mot-valise, la RILANCE, fusion improbable de la rigueur et de la relance. Le fait que des sociologues le dénoncent en ricanant est aussi efficace qu'une piqûre de moustique sur le cuir d'un éléphant- autre exemple de l'inefficacité de la connaissance.

5. J'en profite pour m'expliquer sur le sens de ce « nous » auquel j'ai souvent recours dans ce texte. On me demandera à qui renvoie ce « nous », en me faisant remarquer, à juste titre, que tout le monde ne se retrouve pas forcément dans ce collectif. Je répondrai que c'est la part de chaque individu conquise par le système, la part de renoncement et de servilité que toute le monde doit concéder, y compris, évidemment l'auteur de ces lignes.

6. cf. les analyses d'Alain Gras, dans « la décroissance » et ses ouvrages : *Les macro-systèmes techniques* (PUF, 1997), *La fragilité de la puissance* (Fayard, 2003), et *Le Choix du feu* (Fayard, 2007)

7. C'est ce retrait héroïque que, chaque mois, La Décroissance récompense par une sorte de brevet de sainteté dans sa rubrique de la « simplicité volontaire ». Bien que lecteur fidèle et parfois admiratif de ce journal, j'ai des doutes sur la pertinence de cette rubrique. L'héroïsme sacrificiel n'était plus une valeur qui a tellement cours, il est à craindre que ce modèle de sainteté ne repousse plus de gens qu'il n'en attire.

8. Les nazis ont cru pouvoir les écraser en trois mois avec leur technologie et leur Blitzkrieg parce qu'ils les méprisaient, et les tenaient pour un peuple fruste et arriéré. Erreur fatale : c'est justement parce que les Russes ignoraient encore la pression de confort (tout en possédant déjà une technologie militaire suffisamment avancée) qu'ils ont pu résister à une invasion d'une brutalité sans précédents historiques. La Russie était encore trop arriérée pour que le Blitzkrieg fonctionne correctement. Couverte de bonnes routes bitumées comme la France, elle aurait été foudroyée avant l'hiver, selon les prévisions de Hitler et son état-major. Aucun pays occidental n'aurait pu contenir le choc de l'armée lancée par Hitler contre la Russie en juin 1941, si l'invasion s'était déclenchée brutalement sur son territoire, car le blitzkrieg y aurait rencontré ses conditions optimales. Sans les Russes pour amortir l'essentiel du choc, on ne le dira jamais assez, la guerre aurait duré beaucoup plus longtemps, et aurait peut-être même tourné de manière fort différente. *Les Russes ont sauvé l'Occident parce qu'ils ne fonctionnaient pas encore selon les normes occidentales.*

9. Cf. travail de Méheust sur le mesmérisme. Au 19° siècle, en plein positivisme, alors que le conflit sur les pouvoirs dits magnétiques était à son paroxysme, les partisans du mesmérisme et de la métapsychique pouvaient s'exprimer librement dans les revues savantes, ce qui n'a plus été le cas à partir de la Seconde Guerre mondiale, quand les moeurs sont devenues policées et que le conflit a été évacué des mœurs académiques. Un consensus trop voyant a en général pour fonction de masquer la violence de la domination (B. Méheust, *Somnambulisme et médiumnité*, tome II, pp 498 , les Empêcheurs de penser en rond, le Seuil, 1999).

10. Une violence que des propos viennent régulièrement trahir. Dans le numéro du Point du 1er juillet, en partie consacré à l'affaire Bettencourt, Claude Imbert écrit dans son éditorial à propos de la réforme des retraites : « Cette France qui dit non et qui peut mettre, en quelques jours, tout le pays à genoux, le pouvoir n'en parle jamais, mais y pense toujours,. Il sait depuis longtemps qu'avec ses dents rentrantes de brochet, elle ne dégorgera pas sans hurler les avantages exorbitants que la démagogie lui consentit. » C'est en ces termes proprement monstrueux que sont décrits les acquis sociaux qui, depuis un siècle, ont permis à une partie de la population de mener une vie à peu près normale. Les classes populaires comparées à un monstre vorace qui ne lâche jamais ses proies...les idéologues libéraux affirment le caractère obsolète de la lutte des classes, mais se déterminent exclusivement en fonction de rapports de force.